

R.P. No 2 - HU/KL

Tripoli, le 9 avril 1990

CONFIDENTIELR A B T A

L'usine d'armes chimiques libyenne a de nouveau fait couler passablement d'encre et suscité une controverse à dessein fumeuse, moins en ce qui concerne la production de gaz de combat proprement dite ou l'ampleur des dégâts occasionnés que la réalité même de ce qui s'avère de plus en plus avoir été un incendie bidon.

Il est piquant de relever combien, après une surenchère d'informations manifestement fausses de part et d'autre, les extrêmes, soit Washington et Tripoli, se sont rejoints pour confirmer, contre une évidence de plus en plus patente du contraire, la destruction de l'usine de Rabta.

Concrètement, l'usine est en tout état de cause indemne alors que suffisamment d'indices ont fait surface pour étayer l'hypothèse d'une monstre mascarade dans laquelle les Libyens auraient eux-mêmes bouté un feu tout ce qu'il y a de plus symbolique. A titre d'exemple:

- des techniciens yougoslaves chargés de l'entretien d'un générateur installé par leurs soins dans le complexe de l'usine s'y sont vu interdire l'accès la matinée précédent l'incendie. Il en aurait été de même pour d'autres travailleurs étrangers dans d'autres capacités.
- Le "Newsweek" du 26 mars, détaillant sur deux pages la destruction totale de Rabta, au lieu d'être machinalement censuré comme c'est la norme, est en vente parfaitement non expurgé dans les kiosques de Tripoli.

A quoi cela rime-t-il ? Deux hypothèses ont actuellement cours ici à ce sujet. Selon la première, Tripoli aurait eu recours à un tel subterfuge pour escamoter temporairement en sa faveur et tout en s'érigeant en victime innocente un problème politiquement gênant non seulement à l'extérieur mais à l'intérieur aussi où règne une certaine grogne, parmi les militaires notamment, à l'encontre de Rabta. Selon la deuxième, pas forcément en contradiction avec la première, il s'agirait

./.

- 2 -

d'un signe de Tripoli voire d'une concession en réponse à l'une des conditions (démantèlement de Rabta) indispensables à toute reprise de dialogue signifiées à la Libye par les USA au début de cette année par le canal de la puissance protectrice belge. Tripoli laisserait entrevoir ainsi à Washington un gel de la production de Rabta et dans ce cas on comprend mieux la préoccupation de part et d'autre de satisfaire l'opinion publique en arguant de la destruction de l'usine.

Selon l'alternance des boucs émissaires nécessaires à la politique de Ghaddafi (cet hiver ce sont les relations avec Rome puis avec Paris qui ont eu à souffrir de l'ire du Leader), c'est aujourd'hui l'Allemagne fédérale qui fait les frais de cette dernière mise en scène. Consciente cependant que la RFA représente à la fois le deuxième client et le deuxième fournisseur de la Libye, Bonn semble prendre cela avec philosophie.

Le Chargé d'affaires de Suisse



C. Huguenin